

N° 60

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE MERCREDI 28 MARS 1973

Deux heures de l'après-midi

PRIÈRE

M. Turner (Ottawa-Carleton), membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur la Table,—Copies, en français et en anglais, d'un Communiqué du Comité du Conseil des Gouverneurs du Fonds Monétaire International, en date du 27 mars 1973, sur la réforme du système monétaire international et les questions connexes. (Document parlementaire n° 291-6/24).

Du consentement unanime il est ordonné que ledit Communiqué soit publié en appendice aux Débats de ce jour.

M. Gillespie, membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur la Table,—Copies, en français et en anglais, d'un rapport de la Commission du textile et du vêtement, en date du 20 décembre 1972, sur une enquête relative aux filés de filament de polyester et d'un communiqué, en date du 28 mars 1973, à ce sujet. (Document parlementaire n° 291-4/153).

En conformité des dispositions de l'article 39(4) du Règlement, les quatre questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, savoir:

N° 30—*M. Coates*

1. Combien de détenus des institutions pénitentiaires fédérales ont participé en 1972, aux programmes des sorties spéciales, pour chacune des institutions du pays?

2. Parmi ceux-ci, combien n'ont pas respecté les conditions de sortie spéciale, et parmi ceux qui ne les ont pas respectées ont aussi commis un délit? (Document parlementaire n° 291-2/30).

N° 137—*M. Nystrom*

1. Au cours des années financières 1968-1969, 1969-1970, 1970-1971, 1971-1972, quelle somme totale le ministère de l'Agriculture a-t-il consacrée aux contrats accordés à des particuliers et à des organismes de l'extérieur aux fins de recherche, développement et autres services de consultation?

2. Quels sont leurs noms et adresses et à combien revenait chaque contrat?

3. Quel était l'objectif de chacun et le titre de chaque rapport présenté?

4. Quels sont les noms et adresses des particuliers et des organismes de l'extérieur à qui l'on a accordé des contrats aux fins de recherche, développement et autres services de consultation pendant l'année financière en cours, à combien se chiffre chaque contrat et quel en est l'objectif? (Document parlementaire n° 291-2/137).